

# LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DANS L'ÉDUCATION !!!



## Un budget qui remet en cause la formation :

- 11 300 suppressions d'emplois pour 2008 dont 8 770 pour le second degré.
- 70 000 emplois supprimés dans les cinq ans à venir.

Dans le même temps le nombre d'élèves à scolariser dans le second degré va augmenter. Personne ne peut croire qu'une telle politique peut ne pas avoir de graves conséquences sur l'offre d'éducation (horaires élèves, options, effectifs d'élèves...).

Le discours sur le budget de l'éducation, premier budget de l'État et qui serait l'un des plus importants du monde, masque des réalités qui méritent d'être examinées de plus près : la France se situe juste au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, 1 % en dessous de la Suède et des USA !!!

## La disparition du statut, c'est :

- une définition locale du fonctionnement de l'Éducation nationale mais aussi des objectifs fixés aux personnels enseignants;
- une autonomie accrue des établissements creusant des écarts plus importants d'un établissement à l'autre y compris en ce qui concerne les contenus des programmes scolaires ;
- des enseignants recrutés localement sur des critères différents suivant les endroits et sans l'équité que garantit le recrutement par concours;
- une rémunération des enseignants sur des critères troubles, négociés individuellement et localement avec les dérivés que cela engendre;
- un mode de gestion qui est en tout point celui d'une entreprise faisant de l'Éducation, non plus un service public, mais un marché;
- le règne de l'inégalité entre les territoires, entre les élèves, entre les personnels.

→ **Parce que ces politiques sont sources d'inégalités accrues pour les élèves**

→ **Parce que ces politiques sont dangereuses pour nos métiers**

→ **Parce que nous sommes attachés au service public d'éducation**

## **MARDI 20 NOVEMBRE, NOUS SERONS EN GREVE**

Rendez vous dès 8h30 à la maison des syndicats à Fort de France